

# PORT DE GOLFE-JUAN



## Le Règlement Particulier de Police du port départemental de Golfe-Juan.

PREAMBULE	3
CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : CHAMP D'APPLICATION	5
ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU PORT DE GOLFE JUAN	5
ARTICLE 3 : CHENAL D'ACCES	5
ARTICLE 4 : ZONE COMMERCE	5
ARTICLE 5 : AIRES DE CARENAGE.	6
ARTICLE 6 : ZONE PLAISANCE	6
ARTICLE 7 : REGLES D'ENTREE ET DE SORTIE DES NAVIRES	7
ARTICLE 8 : MOUVEMENTS DES NAVIRES	7
ARTICLE 9 : DÉSIGNATION DES POSTES A QUAI ET ADMISSION DES NAVIRES	7
ARTICLE 10 : PROCEDURE D'ADMISSION DES NAVIRES	7
ARTICLE 11 : DECLARATION D'ENTREE	8
ARTICLE 12 : REGLES DE NAVIGATION DANS LE PORT	8
ARTICLE 13 : VITESSE AUTORISEE DANS LE PORT	9
ARTICLE 14 : AMARRAGE DES NAVIRES ET ENGINS FLOTTANTS	9
ARTICLE 15 : AFFECTATION DES POSTES AUX NAVIRES	9
ARTICLE 16 : REGLES APPLICABLES DURANT LE SEJOUR	9
ARTICLE 17 : MISE A L'EAU ET A TERRE DES NAVIRES	10
ARTICLE 18 : CONDITIONS D'EXERCICE DU REMORQUAGE	10
ARTICLE 19 : PROCEDURE D'ESCALE DES NAVIRES DE COMMERCE	11
ARTICLE 20 : CONDITIONS D'EXERCICE DU PILOTAGE	11
ARTICLE 21 : PROCEDURE DE DEPLACEMENT ET D'ENLEVEMENT SUR ORDRE DES NAVIRES	11
ARTICLE 22 : REGLES GENERALES DE SECURITE DU PORT	12

ARTICLE 23 : TRAITEMENT DES SINISTRES ET ACCIDENTS DANS LE PORT	12
ARTICLE 24 : PROCEDURE D'ENLEVEMENT DU NAVIRE APRES SINISTRE	13
ARTICLE 25 : ACCUEIL DES NAVIRES EN DIFFICULTE	13
ARTICLE 26 : NAVIRES SAISIS.	13
ARTICLE 27 : MATIERES DANGEREUSES.	14
ARTICLE 28 : REGLES ENVIRONNEMENTALES, D'HYGIENE ET DE SALUBRITE	14
ARTICLE 29 : PRATIQUES INTERDITES	15
<u>CHAPITRE II : REGLES APPLICABLES AUX NAVIRES BENEFICIANT D'UN STATUT D'ABONNE OU FORFAIT ANNUEL</u>	15
ARTICLE 30 : CONTRATS ANNUELS	15
ARTICLE 31 : VENTE DE NAVIRES	15
<u>CHAPITRE III : REGLES PARTICULIERES A L'UTILISATION DES TERRE- PLEINS</u>	16
ARTICLE 32 : CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT	16
ARTICLE 33 : CONDITIONS DE REALISATION DE TRAVAUX ET UTILISATION DE L'OUTILLAGE PUBLIC	17
ARTICLE 34 : CONDITIONS D'UTILISATION DES TERRE-PLEINS	17
ARTICLE 35 : TRAVAUX	18
ARTICLE 36 : CERTIFICAT DE CONFORMITE	18
ARTICLE 37 : ACTIVITE ET PUBLICITE COMMERCIALES	18
CHAPITRE IV : DISPOSITIONS GENERALES	18
ARTICLE 38 : PROCES-VERBAL D'INFRACTION	19
ARTICLE 39 : ABROGATION DE L'ANCIEN REGLEMENT	19
ARTICLE 40 : APPLICATION DU REGLEMENT	19
ARTICLE 41 : EXECUTION DU REGLEMENT	19

- *Vu le code des ports maritimes ;*
- *Vu le code des transports ;*
- *Vu le cahier des charges annexé à l'arrêté interministériel du 15 JANVIER 1973 qui régit la concession d'outillage public du port de Golfe-Juan dont la chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur est bénéficiaire ;*
- *Vu l'arrêté n° 10/145 du 20 décembre 2010 portant plan portuaire de sécurité ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 1975 portant règlement de police ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 2 janvier 1984 désignant le port de Golfe Juan comme étant de compétence départementale ;*
- *Vu le décret n° 2009-877 du 17 juillet 2009 portant Règlement général de police des ports maritimes de commerce et de pêche (RG) ;*
- *Vu l'arrêté n°11/27 GJ du 26 avril 2011 portant plan de réception et de traitement des déchets et résidus de cargaison des navires ;*
- *Vu l'arrêté en vigueur portant plan de mouillage du port départemental de Golfe Juan ;*
- Vu l'arrêté n°12/83 GJ du 19 juin 2012 portant règlement particulier de police des aires de carénage ;*
- *Vu l'avis du conseil portuaire du port de Golfe Juan en date du 28 / 11 / 2013 ;*
- *Sur proposition de monsieur le directeur général des services départementaux ;*

## **PREAMBULE**

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- ◆ « Autorité portuaire » (AP) : Exécutif de la collectivité territoriale exerçant la police de l'exploitation (attribution postes à quai et occupation des terre-pleins) et de la conservation du domaine public portuaire.
- ◆ « Autorité investie des pouvoirs de police portuaire » (AIPPP) : Exécutif de la collectivité territoriale exerçant la police du plan d'eau et des matières dangereuses.
- ◆ « Capitainerie » : regroupe les fonctionnaires et agents compétents en matière de police portuaire, qu'ils relèvent de l'AP ou de l'AIPPP. Elle assure les relations avec les usagers en particulier en ce qui concerne l'information sur les règlements en vigueur. Elle n'intervient pas dans le champ des relations commerciales qui est du ressort du concessionnaire.
- ◆ « Commandant de port » : autorité fonctionnelle représentant l'AP et chargé de la police

portuaire. Il est désigné par l'exécutif de la collectivité territoriale. Il exerce les pouvoirs qui lui sont propres conformément aux textes en vigueur. Il est l'interlocuteur privilégié entre les surveillants de port et le directeur ou chef d'exploitation du port.

- ◆ « Surveillants de port » : agents de la collectivité territoriale représentant l'AP et chargés de la police de l'exploitation. Ils exercent les missions qui leur sont propres conformément aux textes en vigueur.
- ◆ « Concessionnaire / exploitant » : gestionnaire chargé de l'exploitation de l'outillage public portuaire.
- ◆ « Bureau du port », locaux du concessionnaire d'où les relations commerciales avec les usagers sont organisées.
- ◆ « Navire », tout moyen de transport flottant employé normalement à la navigation maritime et soumis de ce fait au règlement de cette navigation.
- ◆ « Navire de croisière et de commerce » :
  - 1- Itinéraire déterminé et déposé
  - 2- Vente à la cabine
  - 3- Nombre de passagers supérieur à 12
  - 4- Certificat « COMMERCIAL VESSEL »
- ◆ « Navire de grande plaisance » (longueur hors tout > ou = à 24 mètres), caractérisés par :
  - 1 - 12 passagers maximum.
  - 2 - pas de vente à la cabine.
  - 3 - équipage permanent.
- ◆ « Plaisance », l'ensemble des activités nautiques, sportives et de loisirs.
- ◆ « Commerce » l'ensemble des activités nautiques commerciales. Transport de passagers, de marchandises et de véhicules.
- ◆ « RIPAM » : règlement international pour prévenir les abordages en mer.
- ◆ « ISPS » INTERNATIONAL SHIP AND PORT FACILITY SECURITY (Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires).
- ◆ « ASIP » Agent de Sureté des Installations Portuaires.
- ◆ « ASP » Agent de Sureté Portuaire.
- ◆ « IP » : installation portuaire.
- ◆ « ZAR » : zone d'accès restreint.

## **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : CHAMP D'APPLICATION**

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'intérieur des limites administratives du port départemental de Golfe Juan.

Ce règlement particulier complète le Règlement Général de Police en tenant compte de l'organisation, de l'aménagement du port et de la nature des trafics et activités portuaires.

### **ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU PORT DE GOLFE JUAN**

Le port de Golfe Juan est un port de plaisance, de commerce et de pêche divisé en zones telles que représentées sur le plan annexé au présent règlement :

- ◆ un chenal d'accès délimité par une jetée et un quai d'accueil.
- ◆ une zone commerce avec un épi qui donne sur une IP.
- ◆ une zone plaisance.
- ◆ un appontement partiellement occupé par les pêcheurs professionnels de la prud'homie de Golfe Juan.
- ◆ Une zone technique de stockage de matériels.
- ◆ Deux aires de carénage distinctes.
- ◆ Une cale de halage / mise à l'eau.
- ◆ Une zone de dépôtage.

Le port de Golfe Juan peut accueillir des navires ayant un tirant d'eau maximum de 2,70 mètres et une longueur hors tout de 36 mètres, conformément au plan de mouillage en vigueur.

Toutefois, la capitainerie peut déroger à ces règles au cas par cas et autoriser l'entrée dans le port de navires excédant ces limites, en tenant compte du trafic, des capacités du navire à manœuvrer et des conditions météorologiques.

Un PC sécurité armé en permanence se trouve à l'entrée du port. Les installations portuaires sont placées sous vidéosurveillance permanente. La consultation des enregistrements ne peut se faire que par le personnel habilité, sur réquisition des services de police dans le cadre d'une enquête judiciaire.

### **ARTICLE 3 : CHENAL D'ACCES**

Le chenal d'accès au port est large de 30 mètres avec un tirant d'eau maximal admissible des navires limité à 2,70 mètres (sauf dérogation écrite de la capitainerie). Il est délimité par le bout du quai Napoléon et le bout de la jetée Sud. Les règles de navigation prévues par le RIPAM y sont applicables.

### **ARTICLE 4 : ZONE COMMERCE**

La zone commerce est constituée de 3 parties :

### 1. Rampe de mise à l'eau.

La rampe de mise à l'eau se situe à proximité immédiate à l'ouest de la capitainerie. La mise à l'eau ou à terre est limitée aux navires d'une longueur HT inférieure à 8 mètres, elle est soumise à l'accord préalable du bureau du port. L'usage de la rampe est interdit aux Véhicules Nautiques à Moteur (VNM)\*. Le stationnement des véhicules et des remorques y est interdit. La pente est glissante et soumise à l'assaut des vagues, la mise à l'eau peut être délicate même par beau temps. La manutention reste sous la responsabilité du capitaine, patron du navire mis à l'eau et de celle du conducteur du véhicule associé. Tout travail de réparation navale et d'entretien y est proscrit.

\*tout engin dont la longueur de coque est inférieure à 4 m, équipé d'un moteur à combustion interne qui entraîne une turbine constituant sa principale source de propulsion, et conçu pour être manœuvré par une ou plusieurs personnes assises, debout, ou agenouillées sur la coque (scooter des mers, moto des mers, jet-ski...).

### 2. Le quai St Pierre

Comprenant l'épi côtier avec 2 postes réservés aux navires transportant des passagers et à la croisière internationale (N°12 et N°13). En saison, ils sont dédiés aux opérations commerciales des navires côtiers ou peuvent être réservés pour le transbordement des passagers des escales internationales. La compagnie maritime qui l'utilise doit déclarer chaque nouvelle année au bureau du port, leurs horaires de desserte, elle dispose d'un espace de vente de billets situé sur le quai Saint Pierre. La croisière est soumise à la réglementation en vigueur avec préavis d'escale de 48 heures. Cet épi côtier est une installation portuaire (IP) et sa Zone d'Accès restreint (ZAR) est activée lors d'une escale commerciale internationale. (Cf. PSIP).

### 3. Deux aires de carénage et de manutention.

Divisée en deux aires distinctes. L'aire de carénage Ouest dispose de 13 postes de carénage. L'aire Est, dispose de 10 postes. L'accostage, la circulation, le stationnement et les activités connexes sont réservés aux professionnels autorisés par le concessionnaire et l'AP/AIPPP.

## ARTICLE 5 : AIRES DE CARENAGE.

Les utilisateurs de ces zones techniques sont tenus de respecter les dispositions du règlement particulier des aires de carénage. Le poste 9 quai St Pierre est réservé aux manutentions.

## ARTICLE 6 : ZONE PLAISANCE

La zone plaisance est constituée des secteurs suivants :

- 1- Quai Saint Pierre.
- 2- Quai Napoléon.
- 3- Quai Tabarly et ses 9 pontons flottants ou fixe (ponton H).
- 4- Quai de la jetée Sud et ses 5 pontons flottants.

## ARTICLE 7 : REGLES D'ENTREE ET DE SORTIE DES NAVIRES

L'ordre de priorité de navigation est le suivant :

- ◆ les unités de secours en opérations
- ◆ les tenders des navires de croisière,
- ◆ les navettes des compagnies maritimes,
- ◆ les navires de transport de marchandises et véhicules,
- ◆ les navires de grande plaisance,
- ◆ les navires de plaisance / les navires de pêche.

Cet ordre de priorité pourra être modifié par les surveillants de port, notamment du fait des conditions météorologiques, raison de sécurité ou raison d'exploitation.

## ARTICLE 8 : MOUVEMENTS DES NAVIRES

Les navires en attente devront se tenir à l'écart de la passe pour ne pas gêner les manœuvres des navires autorisés à entrer ou à sortir. Les navires en attente de mise au sec devront se présenter sur les instructions des responsables de l'aire de carénage.

Les surveillants de port supervisent la régulation des entrées et sorties des navires par les agents du concessionnaire.

Les équipages des navires doivent se conformer à leurs ordres et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, toutes les mesures nécessaires pour prévenir les incidents, accidents ou avaries. Les mouvements des navires et engins flottants s'effectuent conformément aux usages en matière de circulation et à la signalisation réglementaire sauf instructions contraires des surveillants de port. Lorsque le navire est équipé d'une radio VHF, la veille sur le canal 12 est impérative à l'entrée, à la sortie et tout au long de sa navigation dans le port.

## ARTICLE 9 : DÉSIGNATION DES POSTES A QUAI ET ADMISSION DES NAVIRES

Le placement des navires aux différents quais et appontements est effectué par les agents du concessionnaire conformément au plan de mouillage validé par arrêté de l'autorité portuaire qui précise les procédures en vigueur. Les emplacements sont déterminés en considérant les dimensions hors-tout des navires.

## ARTICLE 10 : PROCEDURE D'ADMISSION DES NAVIRES

Le capitaine, patron, propriétaire du navire doit dès son arrivée faire une déclaration d'entrée et présenter les documents afférents au navire et à sa conduite auprès du bureau du port.

Il devra en outre, pouvoir justifier d'une assurance couvrant au minimum les risques et dommages causés aux ouvrages du port, le renflouement et l'enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites ou aux environs immédiats du port. Ces documents pourront être vérifiés par les surveillants de port tout au long du séjour du navire dans le port auprès des agents du concessionnaire au bureau du port

Il devra aussi faire connaître la personne responsable de l'entretien et du gardiennage à bord de son navire. Tout navire ne pouvant justifier de documents en cours de validité se verra interdire l'accès ou le stationnement à l'intérieur du domaine portuaire.

Les surveillants de port pourront procéder au contrôle du navire avant son entrée effective dans le port et tout au long de son séjour. L'état de navigabilité pourra être vérifié.

Pour tout mouvement dans le port ou avant l'entrée au port, les capitaines doivent déclarer les avaries ou indisponibilités techniques éventuelles du navire, de ses appareils de manœuvre ou de la cargaison. Les surveillants de port en seront immédiatement informés. Leur accord sera préalablement nécessaire à tout mouvement.

#### ARTICLE 11 : DECLARATION D'ENTREE

Cette déclaration doit indiquer le nom, les caractéristiques, le numéro d'immatriculation et, le cas échéant, le numéro de francisation du navire (document à l'appui), le nom, le prénom et l'adresse du propriétaire, le numéro du contrat d'assurance (original présenté au bureau du port). En cas de modification de cette date, une déclaration rectificative doit être faite sans délai.

Par dérogation à ces dispositions, les navires effectuant des liaisons régulières ou fréquentes doivent déposer auprès de la capitainerie un programme de leurs mouvements suivant un calendrier préétabli et communiquer mensuellement à l'AP le nombre de passagers transportés. Le départ définitif du navire doit être signalé au bureau du port. Les surveillants de port en seront informés.

#### ARTICLE 12 : REGLES DE NAVIGATION DANS LE PORT

Sauf le cas de nécessité absolue découlant d'un danger immédiat, il est interdit de mouiller dans la passe, le chenal d'accès et d'une manière générale dans l'ensemble du plan d'eau portuaire, sauf autorisation des surveillants de port.

Toute perte de matériel dans les eaux portuaires doit être déclarée immédiatement à la Capitainerie. Les capitaines ou patrons qui en cas de force majeure ont dû larguer leur ancre, doivent en aviser la Capitainerie, en assurer la signalisation et faire procéder à leur relevage dans les plus brefs délais. A défaut, le relevage du matériel sera entrepris sans préavis sous la responsabilité et aux frais du propriétaire.

La navigation à la voile est interdite dans le chenal d'accès et sur le plan d'eau. Les navires à voiles ne disposant pas de moyens de propulsion mécanique devront être mus par une embarcation à moteur. Les capitaines des navires concernés devront signaler ces mouvements à la capitainerie. Il pourra si nécessaire leur être imposé une assistance portuaire.

La circulation de tout engin dont les caractéristiques ne permettent pas l'immatriculation est interdite sur tout le plan d'eau portuaire (canoës, kayaks, engins de plage, planches à voile, etc...) et en général tout engin mu par l'énergie humaine.

Tout navire ou embarcation doit arborer son pavillon national à l'entrée ou sortie du port.

Les véhicules nautiques à moteurs ne sont pas autorisés à naviguer dans le port sauf dérogation émanant de L'AIPPP.

Les embarcations identifiées comme annexe à un navire au mouillage sur rade ou disposant d'un poste d'amarrage dans le port sont autorisées à effectuer leurs mouvements de service (passagers, poubelles, vivres ...) après accord du bureau du port.



## ARTICLE 13 : VITESSE AUTORISEE DANS LE PORT

La vitesse maximale de tout engin sur le plan d'eau est fixée à 3 nœuds, soit 5,5 km/heure dans l'ensemble du domaine portuaire. Toute infraction pourra être relevée par les services ou agents habilités sans préjuger des mesures d'exclusion temporaire ou définitive du port qui pourront être prononcées à l'encontre des navires ou engins concernés.

## ARTICLE 14 : AMARRAGE DES NAVIRES ET ENGINS FLOTTANTS

Les navires et engins flottants ne peuvent être amarrés qu'aux bollards, bittes, anneaux ou autres ouvrages d'amarrage disposés à cet effet dans le port. Le propriétaire ou l'équipage ne peut refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre pour faciliter les mouvements des autres navires. Tout capitaine, patron ou gardien d'un navire ne peut s'opposer à l'amarrage à couple d'un autre navire, ordonné par les surveillants de port ou lorsque les nécessités de l'exploitation l'exigent.

Les précautions prescrites par les surveillants de port doivent être prises et notamment les amarres doublées.

Sauf accord de la Capitainerie, aucune amarre ne sera tendue en travers du plan d'eau, des quais ou des appontements. Si l'urgence l'impose, des mesures de sécurité devront être prises par le bord et la Capitainerie devra être immédiatement informée.

Les postes n'étant pas privatifs, il est interdit de laisser à poste ou sur le quai pour quelque durée que ce soit, annexes, aussières, amarres, raccordements électriques ou tout autre matériel ou engin lors de l'absence du navire.

## ARTICLE 15 : AFFECTATION DES POSTES AUX NAVIRES

Sous réserve de satisfaire aux autres obligations prévues par le présent règlement, le navire ou engin flottant se verra placé par les agents du concessionnaire conformément au plan de mouillage approuvé par l'autorité concédante.

Aucun poste à quai ne pourra être attribué de façon privative ni définitive à un navire, aucun propriétaire ne pourra revendiquer la propriété du poste occupé. La fixation sur les ouvrages portuaires de tout matériel, équipement ou l'apposition de marques tendant à privatiser le poste est interdite. L'installation fixe de parabole est tolérée sur socle amovible, permettant son enlèvement à tout moment.

Aucune réclamation ne pourra être admise de la part du propriétaire d'un navire auquel un mouvement est imposé.

Tout navire occupant indument un poste déjà attribué, sera d'office déplacé sur ordre des surveillants de port aux frais et risques du propriétaire.

Dès l'ouverture du bureau du port et de la Capitainerie, le propriétaire ou l'équipage du navire doit effectuer la déclaration d'entrée réglementaire.

Le séjour des navires et engins flottants pneumatiques non semi-rigides (hors annexes identifiables des navires) est interdit.

## ARTICLE 16 : REGLES APPLICABLES DURANT LE SEJOUR

Le propriétaire, le capitaine, le patron ou le représentant du navire doivent pouvoir être joints à tout instant en cas de besoin.

Tout navire est tenu de changer de poste si, pour des raisons de police d'infraction au plan de mouillage ou de danger et risques pour l'exploitation, ce déplacement lui est enjoint par les surveillants de port.

Lorsqu'un navire en stationnement habituel au port de Golfe Juan quitte son poste, le propriétaire ou le capitaine doit en faire la déclaration au bureau du port en indiquant la date présumée de retour.

L'intensité des appareils radiophoniques ou autres appareils bruyants ne devra en aucun cas être la cause d'une gêne pour les autres usagers du port. A partir de 22 heures le niveau sonore devra être limité en cohérence avec la réglementation municipale.

La mise en œuvre sur les navires ou engins flottants d'équipements dissuasifs contre les intrusions autres que les alarmes ou systèmes de vidéo surveillance est interdite. L'apposition de panneaux informant d'un système (piège) est interdite sur les navires.

Tout navire ou annexes lui appartenant séjournant dans le port doivent être conformes à la réglementation concernant les marques d'identité de son pavillon. En tout temps et notamment lors de manifestations, ces marques doivent rester apparentes.

Toute avarie ou entretien rendant indisponible ou diminuant les capacités manœuvrières d'un navire doit faire l'objet soit d'un signalement soit d'une demande préalable au bureau du port et à la capitainerie.

#### ARTICLE 17 : MISE A L'EAU ET A TERRE DES NAVIRES

La mise à terre ou mise à l'eau des navires de commerce, de pêche ou de plaisance ne sont autorisées qu'aux emplacements réservés au droit des aires de carénage et sur la rampe de mise à l'eau.

Ces opérations sont subordonnées à l'utilisation des installations existantes mises à la disposition des usagers par le concessionnaire.

L'utilisation de tout autre mode ou lieu de mise à l'eau ou tirage à terre est interdite, sauf autorisation préalable de l'AP.

*Les dispositions du règlement particulier de police des aires de carénage récapitulent la réglementation à respecter.*

#### ARTICLE 18 : CONDITIONS D'EXERCICE DU REMORQUAGE

La capitainerie sera informée de toute opération nécessitant un remorquage. Les documents (titre de navigation, de sécurité) du remorqueur devront être produits au préalable.

Les différents services du port ne disposant pas de moyens de remorquage, en cas de nécessité, il peut être fait appel à des moyens privés. Toutefois une assistance portuaire peut être proposée par le bureau du port ou sollicitée par le capitaine du navire pour des navires de faibles dimensions. Cette assistance ou ce remorquage pourra être imposée par la capitainerie si nécessaire.

## ARTICLE 19 : PROCEDURE D'ESCALE DES NAVIRES DE COMMERCE

Les navires exerçant une activité commerciale à la cabine en zone commerce, doivent transmettre à la capitainerie leur préavis d'escale à quai ou sur rade 48 heures avant leur arrivée.

Doivent être précisés : nom du navire, quai ou rade, dates et heures d'arrivée, provenance et destination, longueur et tirant d'eau, nombre de passagers et moyen par lequel ils seront transbordés, nom et coordonnées de l'agent maritime.

Les navires de commerce doivent fournir 24 heures à l'avance ou au plus tard au départ du port précédent lorsque celui-ci est situé à moins de 24 heures de route ou, à défaut, dès que le port de destination est connu, les documents suivants, datés et signés par le capitaine du navire ou son représentant : Déclaration Maritime de Santé (DMS), déclaration d'entrée, déclaration de sûreté conforme ISPS, déclaration de déchets, certificat de contrôle sanitaire ou d'exemption de contrôle sanitaire du navire datant de moins de 6 mois.

## ARTICLE 20 : CONDITIONS D'EXERCICE DU PILOTAGE

Le pilotage des navires n'est pas obligatoire pour entrer ou sortir du port de Golfe Juan. Il pourra être rendu obligatoire dans certaines circonstances ou manifestations, à la demande de la capitainerie.

Les entrées, sorties, mise à quai ou mouvements de navire pilotés se font sous le contrôle effectif et les directives des surveillants de port. Ils autorisent les manœuvres et mettent en œuvre tous les moyens qu'ils jugent nécessaires pour sécuriser la manœuvre. Le pilotage de ces navires est de la compétence exclusive de la station de pilotage de Nice / Cannes / Villefranche-sur-Mer.

## ARTICLE 21 : PROCEDURE DE DEPLACEMENT ET D'ENLEVEMENT SUR ORDRE DES NAVIRES

Tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité.

D'une manière générale, le propriétaire doit veiller à ce que son navire soit gardienné effectivement, à toute époque et en toute circonstance. Il ne doit pas gêner l'exploitation du port, ni être susceptible de causer des dommages aux ouvrages du port ou aux navires.

Les surveillants de port doivent pouvoir à tout moment requérir le propriétaire du navire ou le cas échéant, l'équipage ou la personne chargée de son entretien, qui doit être capable d'effectuer toutes les manœuvres qui peuvent lui être ordonnées.

Sauf nécessité liée à l'exploitation ou urgence, tout déplacement ou toute manœuvre effectuée à la requête des surveillants de port fera l'objet d'un préavis de vingt-quatre heures, notifié à l'adresse du propriétaire et apposé en même temps sur le navire. Si le propriétaire fait gardiennier son navire, le gardien est prévenu dans les mêmes conditions que le propriétaire et est requis en ses lieux et place.

Si les surveillants de port ou les agents du concessionnaires constatent qu'un navire est en état manifeste d'abandon ou d'absence d'entretien, ils pourront le faire évacuer sur ordre hors du domaine portuaire après mise en demeure par le Commandant de port adressée par lettre R.A.R au propriétaire ou au gardien désigné par lui, et ceci à ses frais, risques et périls. Cette

mesure sera mise en application 15 jours après la première présentation du courrier au domicile du propriétaire ou gardien. Le propriétaire ou gardien disposera d'un délai de 15 jours après la première présentation de la lettre R.A.R pour faire valoir ses arguments. Le Commandant de port ou son adjoint sont seuls qualifiés pour apprécier les éléments fournis.

Les surveillants de port sont habilités à requérir la main-d'œuvre supplémentaire pour effectuer une manœuvre qu'ils jugent nécessaire et cela sans que la responsabilité du propriétaire du navire ne soit dégagée. Ces dispositions sont prises aux frais et aux risques des propriétaires des navires.

## ARTICLE 22 : REGLES GENERALES DE SECURITE DU PORT

*Un plan portuaire de sécurité (PPS) est en vigueur sur le port de Golfe Juan : il reprend l'ensemble des dispositions applicables en la matière.*

Il est défendu d'allumer du feu sur les quais et terre-pleins, d'utiliser des appareils à feu nu (notamment barbecues ou appareils de chauffage) sauf autorisation de la capitainerie qui précisera les précautions à observer.

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'utilisation de tout appareil ou installation qui s'avérerait à l'usage défectueux, pourra être interdite par les agents habilités à cet effet.

## ARTICLE 23 : TRAITEMENT DES SINISTRES ET ACCIDENTS DANS LE PORT

*Un plan portuaire de sécurité (PPS) est en vigueur sur le port de Golfe Juan : il reprend l'ensemble des dispositions applicables en la matière.*

Toute personne qui constate un début ou un risque immédiat d'incendie doit immédiatement avertir soit :

PC sécurité (24h/24h)	: 04 93 63 40 19
La Capitainerie	: 04 93 63 11 12
Le concessionnaire du port	: 04 93 63 96 25

L'accessibilité des bouches d'incendie doit être assurée en permanence.

En cas d'incendie ou d'accident quel qu'il soit sur les quais du port ou dans les zones urbaines qui en sont voisines, tous les navires doivent prendre les mesures qui leur sont prescrites par les surveillants de port.

Si un sinistre se déclare à bord d'un navire qui se trouve dans la limite administrative d'un port, le capitaine du navire prend toutes les mesures prévues et nécessaires à son bord pour maîtriser le sinistre. Il prévient sans délai la capitainerie.

Le commandant du port prend, si besoin est, les premières mesures strictement et immédiatement nécessaires, jusqu'à l'arrivée du commandant des opérations de secours.

Le capitaine du navire prête son concours en tant que de besoin aux actions menées par le commandant des opérations de secours placé sous la direction du directeur des opérations de secours.

L'opportunité de déplacement du navire sinistré ou des navires alentours, est décidée en concertation entre les services de secours et la capitainerie.

Les plans détaillés (FIRE PLAN) des navires d'une longueur supérieure à 30 mètres doivent être à la disposition de la Capitainerie et des responsables de la lutte contre les sinistres. L'utilisation de tubes étanches contenant ces plans et placés près de la coupée est fortement recommandée.

Dès qu'un sinistre se déclare dans une installation à terre comprise dans les limites administratives du port, l'exploitant prend toutes les mesures strictement et immédiatement nécessaires.

Il alerte sans délai le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) territorialement compétent et prévient la capitainerie. L'exploitant prête son concours en tant que de besoin aux actions menées par le commandant des opérations de secours placé sous la direction du directeur des opérations de secours.

#### ARTICLE 24 : PROCEDURE D'ENLEVEMENT DU NAVIRE APRES SINISTRE

Lorsqu'un navire a subi un sinistre (incendié, coulé,...) dans le port ou dans la passe navigable aux environs immédiats du port, le propriétaire est tenu de le faire enlever ou démonter après avoir obtenu l'accord de l'autorité portuaire qui fixera les délais impartis pour le commencement et l'achèvement des travaux.

En cas d'impossibilité de joindre le propriétaire ou le gardien désigné par lui, ou en cas d'urgence, il sera fait application des dispositions de l'article 24.

#### ARTICLE 25 : ACCUEIL DES NAVIRES EN DIFFICULTE

Préalablement à son entrée dans le port, tout navire en difficulté ayant besoin d'assistance, navigant de façon autonome ou en remorque et se présentant spontanément ou sur réquisition du préfet maritime, doit informer la capitainerie de la nature exacte de son sinistre et de ses moyens encore disponibles. Il ne pourra entrer dans le port qu'après accord de la capitainerie et en se conformant strictement aux instructions données.

Lorsqu'il existe un doute sur sa flottabilité, le navire devra attendre à l'extérieur du port et en dehors de l'axe du chenal. Il ne pourra entrer que sur accord de la capitainerie et lorsque le personnel d'une aire de carénage sera paré à le placer sur sangles.

A la demande de Didier, et pour l'appuyer dans ses relations avec les huissiers, Voici l'article que l'on ajoutera dans le RPP, qui n'est pas dans la version présentée avec la brochure.

Ce sera expliqué en conseil portuaire.

Cet article pourra être décliné sur les 5 autres ports départementaux.

#### ARTICLE 26 : NAVIRES SAISIS.

En aucun cas, le navire saisi ne pourra faire l'objet de mesures tendant à altérer sa capacité à manœuvrer.

Les surveillants de port ou les agents du concessionnaire ne pourront être désignés comme gardien de la saisie.

L'ensemble des dispositions du présent règlement et de la réglementation en vigueur sont applicables aux navires saisis.

## ARTICLE 27 : MATIERES DANGEREUSES.

Sauf dérogation accordée exceptionnellement par l'autorité portuaire, les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive autre que les artifices ou engins réglementaires et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

Les avitaillements en carburant sont réalisés de préférence à la station à carburants, située à proximité de l'entrée du port, sur le domaine du port Camille Rayon.

Les avitaillements par camion en gazole (uniquement) directement de bord à bord à quai doivent être réalisés par l'intermédiaire d'une société d'avitaillement agréée. Ils s'effectuent sous la responsabilité conjuguée de l'avitailleur et du capitaine du navire. Les conditions sont précisées par l'arrêté départemental en vigueur réglementant la circulation, le stationnement, les livraisons de carburant et de gaz sur le port de Golfe-Juan.

Les conditions d'avitaillement de la station carburant implantée au port Camille Rayon se feront conformément au protocole et à l'arrêté mentionné ci-dessus.

En cas d'accident, de débordement ou de début d'incendie, le capitaine du navire ou son représentant doit prévenir immédiatement et sans délai le PC sécurité du port qui alerte si nécessaire les secours en indiquant précisément le lieu et la nature de l'évènement.

Les engins pyrotechniques de sécurité périmés (feux à main, fusées de détresse...) ne doivent pas être jetés dans les poubelles et dans les eaux portuaires, ni faire l'objet de tout dépôt sauvage.

Le transbordement, le chargement ou le montage de matériels pyrotechniques ne sont pas autorisés sur le port départemental de Golfe Juan sans accord préalable écrit de la capitainerie.

## ARTICLE 28 : REGLES ENVIRONNEMENTALES, D'HYGIENE ET DE SALUBRITE

**Les usagers doivent se conformer au plan de réception et de traitement des déchets et résidus de cargaison des navires approuvé par arrêté de l'autorité portuaire et mis à la disposition du public à la capitainerie.**

Sont considérés comme déchets et pris en compte dans le plan de réception, notamment, les ordures ménagères, les déchets industriels non dangereux, les déchets industriels dangereux, les eaux usées, les eaux de cale.

Les huiles de vidange ainsi que les déchets dangereux (batteries,...) doivent être recueillis dans des récipients étanches et fermés destinés à cet effet. Ils doivent être déposés dans le local et les équipements prévus sur les aires de carénage.

Il est interdit de jeter ou déposer provisoirement des terres, décombres, ordures, liquides matières infectes sur les ouvrages ou de les déverser dans les eaux du port.

### **Utilisation de l'eau :**

Les usagers sont tenus de faire un usage économe de l'eau fournie par le port.

Les prises d'eau des postes d'amarrage ou de carénage ne peuvent être utilisées que pour la consommation du bord. Les usages non liés aux navires, notamment le lavage des voitures ou des remorques sont interdits.

Les manches à eau doivent être équipées d'un système d'arrêt automatique en cas de non utilisation.

Les usagers doivent se conformer aux mesures de limitation ou de suspension provisoires de l'usage de l'eau édictée par les autorités compétentes (notamment préfet de département).

### **Pêcheurs :**

Tout rejet ou nettoyage de poissons, produits de la mer, matériels, sur les terre-pleins ou dans le port sont interdits.

Le débarquement des poissons et produits de la mer doit satisfaire aux dispositions sanitaires en vigueur.

### **ARTICLE 29 : PRATIQUES INTERDITES**

Il est interdit de :

- pratiquer la natation, la plongée en apnée ou à l'aide d'un moyen de respiration autonome et autres sports nautiques dans les eaux du port, la rade et la passe navigable.
- faire évoluer (sauf dérogation accordée par l'autorité portuaire) tout engin captif au-dessus du domaine portuaire ;
- ramasser des moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port ;
- pêcher dans le plan d'eau du port, ou d'une manière générale, à partir des ouvrages du port.

Les surveillants de port prendront les mesures nécessaires concernant les filets, les casiers ou autres appareils de pêche mouillés dans le domaine portuaire sans que leur responsabilité ne puisse être engagée en cas de dégradations occasionnées lors des opérations d'enlèvement.

Les engins non identifiés seront considérés juridiquement comme des épaves maritimes et seront traités comme tels.

### **CHAPITRE II : Règles applicables aux navires bénéficiant d'un statut d'abonné ou forfait annuel**

#### **ARTICLE 30 : CONTRATS ANNUELS**

Un protocole établi entre le conseil général et la chambre de commerce et d'industrie définit pour le port de Golfe Juan, comme pour les autres ports concédés de Nice, Cannes, Villefranche Darse, les procédures en vigueur pour le suivi de la liste d'attente et l'attribution des postes annuels de plaisance.

#### **ARTICLE 31 : VENTE DE NAVIRES**

Dans le cas de vente d'un navire disposant d'un poste dans le port, le vendeur est tenu d'en faire la déclaration aux agents du concessionnaire dès la réalisation de la transaction.

Le poste d'amarrage concerné ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert de droit de jouissance de la part du titulaire, au profit du nouveau propriétaire.

Les conditions d'application de cession d'un navire sont décrites dans le barème de redevances de l'outillage public.

Dans le cadre de l'abonnement forfaitaire, les demandes de changement de catégorie sont possibles dans les limites de taille qui sont proposées par la concessionnaire et approuvée par l'autorité concédante.

Dans le cadre d'un achat en leasing, un seul locataire sera admis dans le cadre d'un contrat d'abonné que ce soit en changement de catégorie ou en contrat initial.

### CHAPITRE III : Règles particulières à l'utilisation des terre-pleins

#### ARTICLE 32 : CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

La vitesse de circulation de tout véhicule est limitée à 30 km/h sur les terre-pleins et voies d'accès à l'intérieur du port.

Dans les zones ouvertes au public, la circulation des véhicules de toute nature et des vélos est interdite en dehors des voies de circulation et des parcs de stationnement.

La circulation des véhicules motorisés est interdite sur les appontements fixes ou mobiles.

La pratique du roller, de la planche à roulettes ainsi que les jeux de ballons et de cerf-volant sont strictement interdits dans l'enceinte du port.

Le titulaire d'une place de port peut y accéder avec son véhicule au moyen d'un titre délivré par le concessionnaire uniquement afin de visiter son navire ou effectuer une sortie à la mer.

Le stationnement de tout véhicule n'est admis que sur les parcs de stationnement réservés à cet effet, il devra en tout état de cause être inférieur à 7 jours consécutifs. Les voies de circulation comprises dans le périmètre de la concession doivent être laissées libres. Elles ne peuvent en aucun cas être encombrées de véhicules, de dépôts de matériaux ou matériels de quelque nature qu'ils soient. Les camping-cars et caravanes ne sont pas admis sur le domaine portuaire. Des dérogations peuvent être accordées exceptionnellement par l'autorité portuaire après avis du concessionnaire.

Le stationnement des véhicules 2 ou 3 roues est uniquement autorisé sur les emplacements réservés à cet effet. En tout état de cause ils ne devront pas gêner le passage des piétons ou la circulation des engins de servitude portuaire.

Des emplacements (Automobiles, 2 roues) identifiés sont réservés au personnel CG06 / CCI. Ils doivent rester libres de toute occupation.

En dehors des parcs de stationnement, l'arrêt d'un véhicule est strictement limité au temps nécessaire au chargement ou au déchargement des matériels, approvisionnements ou objets divers nécessaires aux navires.

L'amarrage des véhicules de quelque nature que ce soit au mobilier urbain est interdit. L'introduction de chariots type « caddies supermarché » est interdite sur le port.

Des dérogations aux règles fixées ci-dessus pourront être accordées par l'autorité portuaire pour le transport à bord des navires de certains matériels nécessaires à leur entretien.

Dans l'enceinte portuaire il est interdit de procéder à la réparation d'un véhicule automobile ou à son lavage. Toutefois, après autorisation écrite de l'autorité portuaire, la réparation d'un véhicule automobile peut à titre exceptionnel, être toléré en cas de force majeure et pour une



courte période, sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne aux déplacements des autres usagers du port et que l'intégrité des terre-pleins ou parking ne soit pas altérée.

Toute infraction à ces dispositions entraînera le retrait du droit d'accès du véhicule.

### ARTICLE 33 : CONDITIONS DE REALISATION DE TRAVAUX ET UTILISATION DE L'OUTILLAGE PUBLIC

Dans l'enceinte du port et de ses dépendances, les navires ne peuvent être construits, carénés, remis à neuf ou démolis uniquement que sur les parties de terre-pleins affectées à cette activité.

Les réparations et travaux devant être effectués sur un navire en stationnement dans le port doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Capitainerie qui précisera les mesures de sécurité et environnementales à prendre.

En outre, les surveillants de port peuvent être amenés à limiter les horaires journaliers et les jours pendant lesquels cette activité sera autorisée.

Il est interdit d'effectuer sur les navires aux postes d'accostage, des travaux susceptibles de provoquer des nuisances dans le voisinage ; il est particulièrement interdit de procéder à des essais de moteurs ou tous autres travaux bruyants sans l'autorisation de la capitainerie qui en fixe, dans chaque cas, les conditions d'exécution. Les essais des moteurs embrayés (points fixes) quelque soit leur puissance sont interdits.

Les entreprises réalisant les travaux doivent se conformer à la réglementation en vigueur relative à leur domaine d'activité notamment en ce qui concerne les règles de sécurité pour leurs employés et les tiers.

Les usagers du port ne peuvent, en aucun cas, modifier les ouvrages portuaires mis à leur disposition, ni les dégrader d'une quelconque façon. Ils sont tenus de signaler sans délai, aux surveillants de port, toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition, qu'elle soit de leur fait ou non. Les remises en état seront effectuées aux frais des personnes qui les ont occasionnées, sans préjudice des suites données au procès-verbal de contravention de grande voirie dressé à leur encontre.

### ARTICLE 34 : CONDITIONS D'UTILISATION DES TERRE-PLEINS

L'utilisation des terre-pleins est soumise, pour la réalisation des installations qui y seront autorisées, à la réglementation en vigueur, notamment pour ce qui concerne les constructions immobilières.

Les navires et les embarcations légères (pneumatiques et autres) ainsi que leurs annexes (berceaux, chariots, remorques, etc.) ne doivent séjourner sur les ouvrages ou terre-pleins du port que le temps nécessaire à leur mise à l'eau ou à terre,

Les marchandises d'avitaillement, les matériels d'armement et objets divers provenant des navires ou destinés à y être chargés ne peuvent demeurer sur les quais, pontons d'amarrage et terre-pleins, que le temps nécessaire pour leur manutention, sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls des contrevenants, à la diligence des surveillants de port. Toutefois, à titre exceptionnel, le concessionnaire peut autoriser une occupation de cette nature sur avis préalable et conforme de l'autorité portuaire.

L'occupation à titre privatif des terre-pleins du port non autorisée par voie contractuelle est interdite.

Le camping sous toutes ses formes et le caravanning sont formellement interdits dans l'enceinte du port.

#### ARTICLE 35 : TRAVAUX

Indépendamment de l'obligation mentionnée à l'alinéa précédent, le concessionnaire est tenu de soumettre, avant tout commencement d'exécution, les plans et dessins des ouvrages à l'agrément des autorités responsables du port et spécialement à l'autorité concédante chargée du contrôle de la concession.

A l'achèvement des travaux, les ouvrages installés sur les terre-pleins font obligatoirement l'objet d'un certificat de conformité délivré par l'autorité compétente et transmis à l'autorité concédante aux fins d'obtenir l'autorisation de mettre en exploitation les installations en cause.

#### ARTICLE 36 : CERTIFICAT DE CONFORMITE

Toute installation de machines-outils, de soudure, de stockage de gaz sous pression et de combustibles, et d'une manière générale, toute installation susceptible de provoquer des accidents, des explosions ou des incendies fait obligatoirement l'objet d'un certificat de conformité à la réglementation en vigueur, qui sera remis à l'autorité portuaire en vue d'obtenir l'autorisation de mettre en exploitation l'installation en cause.

#### ARTICLE 37 : ACTIVITE ET PUBLICITE COMMERCIALES

Toute manifestation occasionnelle doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du concessionnaire qui la soumettra à l'autorité concédante. Les responsables de ces manifestations sont tenus de se conformer aux instructions qui leur sont données pour l'organisation et le déroulement desdites manifestations.

Il est interdit d'exercer toute activité commerciale ou professionnelle dans l'enceinte du port, sauf dérogation écrite particulière accordée par l'autorité concédante après avis du concessionnaire

Le tournage de films ou reportages à l'intérieur du domaine portuaire est soumis à autorisation de l'autorité portuaire. Il est notamment interdit de filmer ou photographier sans leur consentement, les équipages, passagers ou invités se trouvant à bord des navires.

La publicité commerciale est interdite dans l'enceinte du port sauf dérogation exceptionnelle accordée par l'autorité portuaire.

L'utilisation de ballons captifs est soumise à autorisation de l'AP.

Le colportage, la distribution ou apposition de tracts ou prospectus sur les navires, véhicules et ouvrages portuaires sont interdits. La remise en état des ouvrages pourra être ordonnée par l'AP aux frais de l'organisme les ayant apposés ou de la société bénéficiaire de la publicité.

#### CHAPITRE IV : Dispositions générales

## ARTICLE 38 : PROCES-VERBAL D'INFRACTION

Les infractions au présent règlement et tous autres délits ou contraventions concernant la police des ports maritimes de plaisance et de leurs dépendances, sont constatés par procès-verbal dressé par l'autorité compétente ou tout autre agent ayant qualité pour verbaliser.

Chaque procès-verbal est transmis par le Commandant de port, suivant la nature du délit ou de la contravention, et à l'autorité chargée des poursuites. Les surveillants de port prennent immédiatement toutes les mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction. Ils ont notamment pouvoir de faire enlever par les services de police et mettre en fourrière les véhicules en infraction, aux frais, risques et périls des propriétaires.

La police de la sécurité, de la salubrité et de l'ordre public (code des communes) est exercée par le maire de Golfe Juan.

## ARTICLE 39 : ABROGATION DE L'ANCIEN REGLEMENT

Le règlement de police et d'exploitation du port de Golfe Juan pris par arrêté préfectoral du 27 juin 1975 et ses avenants sont abrogés et remplacés par le présent règlement.

## ARTICLE 40 : APPLICATION DU REGLEMENT

Sont chargés de mise en application du présent règlement :

- les représentants de l'autorité portuaire et AIPPP,
- les représentants du concessionnaire, gestionnaire de l'exploitation de l'outillage public du port.
- les services de police et de douane compétents.

## ARTICLE 41 : EXECUTION DU REGLEMENT

Monsieur le directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du conseil général des Alpes-Maritimes.

Le présent arrêté sera affiché à la capitainerie du port et notifié :

à Monsieur le Maire de Golfe Juan,  
à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer,  
à Monsieur le président de la chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur.

## ARTICLE 38 : PROCES-VERBAL D'INFRACTION

Les infractions au présent règlement et tous autres délits ou contraventions concernant la police des ports maritimes de plaisance et de leurs dépendances, sont constatés par procès-verbal dressé par l'autorité compétente ou tout autre agent ayant qualité pour verbaliser.

Chaque procès-verbal est transmis par le Commandant de port, suivant la nature du délit ou de la contravention, et à l'autorité chargée des poursuites. Les surveillants de port prennent immédiatement toutes les mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction. Ils ont notamment pouvoir de faire enlever par les services de police et mettre en fourrière les véhicules en infraction, aux frais, risques et périls des propriétaires.

La police de la sécurité, de la salubrité et de l'ordre public (code des communes) est exercée par le maire de Golfe Juan.

## ARTICLE 39 : ABROGATION DE L'ANCIEN REGLEMENT

Le règlement de police et d'exploitation du port de Golfe Juan pris par arrêté préfectoral du 27 juin 1975 et ses avenants sont abrogés et remplacés par le présent règlement.

## ARTICLE 40 : APPLICATION DU REGLEMENT

Sont chargés de mise en application du présent règlement :

- les représentants de l'autorité portuaire et AIPPP,
- les représentants du concessionnaire, gestionnaire de l'exploitation de l'outillage public du port.
- les services de police et de douane compétents.

## ARTICLE 41 : EXECUTION DU REGLEMENT

Monsieur le directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du conseil général des Alpes-Maritimes.

Le présent arrêté sera affiché à la capitainerie du port et notifié :

à Monsieur le Maire de Golfe Juan,  
à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer,  
à Monsieur le président de la chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur.